

## **Grisoni A. & R. Sierra - L'écologie politique comme perspective : la reformulation des catégories du politique sur l'espace public oppositionnel**

Par Anahita Grisoni et Rosa Sierra

### **Introduction générale**

Cette communication à deux voix, croisant une approche philosophique et une analyse sociologique, s'interroge sur la manière dont l'écologie politique s'exerce en dehors des cadres institutionnels du politique pour faire évoluer la formulation des problèmes publics en général. Elle s'inscrit dans un travail mené en parallèle, dans le cadre du réseau de recherche franco-allemand, qui consiste à inscrire une réflexion sociologique sur la dimension écologiste des luttes sociales dans une posture philosophique pour laquelle l'écologie politique serait à appréhender en tant que perspective.

Cette reformulation des catégories du politique s'exprime sur des espaces d'émancipation, comme dans le cas du « mouvement populaire » italien NoTav. Ce mouvement populaire, créé en 1993 dans la vallée de Susse dans le nord de l'Italie suite à la déclaration de l'Etat italien visant à réaliser la ligne de train à moyenne vitesse entre Lyon et Turin, sixième projet du réseau transeuropéen de transports, vise à empêcher l'aménagement de ce projet. Depuis vingt ans, il s'est manifesté par un grand nombre de mobilisations aux formes diverses – manifestations, marches entre différentes villes, occupations de chantiers – et s'est diffusé dans l'ensemble de l'Italie, rejoignant les revendications opposées à la construction du tunnel dans le détroit de Messine (Della Porta et Piazza, 2008). Aujourd'hui, le mouvement NoTAV occupe une place considérable dans les forums sociaux internationaux, à la tête des réseaux de mobilisations opposés aux grands projets d'aménagement.

Dans cette communication, nous avons pris le parti d'approcher l'écologie politique comme perspective à partir des luttes sociales venant reformuler les catégories du politique. Cette écologie là sera considérée comme une « contre-culture créative » (Latour, 1994) et non comme « la montagne accouchant d'une souris » d'une écologie politique institutionnelle, réduite aux partis écologistes. Au début des années 1980, Alain Touraine avait su voir l'émergence d'un nouveau mouvement social, autour d'enjeux environnementaux –le nucléaire –, porteur de prises de positions écologistes, sans pour autant poursuivre des recherches sur ce qui aurait du être, d'après lui, l'un des principaux éléments des mobilisations dans la société postindustrielle.

Pour cela, nous nous interrogerons dans un premier temps sur le statut de l'écologie politique en sciences humaines et sociales d'un point de vue philosophique, avant de proposer, dans un second temps, une grille d'analyse à partir de la notion d'espace public oppositionnel.

### **1. L'écologie politique comme perspective ?**

La nature des relations entre écologie et science semble porter deux perspectives : d'un point de vue épistémologique, on pourrait la considérer soit comme un objet d'étude pour les SHS, soit comme une « perspective », soit comme un processus en formation, à la manière dont Walter Mignolo définit la notion d'« expérience frontalière », comme un élément qui s'inscrit tant dans la culture dominante que dans une histoire de la

colonisation. Bien qu'une « expérience » telle puisse être traitée comme objet pour la science (être décrite, éclairée, analysée), elle demeure cependant essentiellement un « locus d'énonciation » et comporte des spécificités la rattachant à un sujet, à l'exclusion de tout autre. Ce dernier élément permet saisir la différence entre « objet » et « perspective ». Dans ce contexte, on ne peut considérer l'écologie politique comme un objet d'étude, dont nous sommes les observateurs distancés et supposément neutres, dans la mesure où, en tant que sujet, nous sommes engagés dans une interaction avec cette notion, à travers laquelle nous pouvons approcher le « locus d'énonciation » qui la caractérise. Ici, la notion d'énonciation désigne non seulement le discours, mais également l'action incluant les engagements sociaux et politiques.

Plusieurs questionnements succèdent à ce constat : en quoi consisterait la perspective dans le cas de l'écologie politique ? Quels seraient les sujets, les expériences spécifiques à cette notion ? Est-il possible d'identifier un « locus d'énonciation » propre aux discours écologistes et aux manifestations de l'écologie politique ? Quelles « énonciations » résultent d'une conception de l'écologie politique excluant la fonction d'objet d'étude pour les SHS ? Dans quelle mesure la compréhension du post-colonialisme en tant que perspective permet de comprendre l'écologie politique ?

Ces questions sont abordées par Jean-Paul Deléage et Jean Zin, qui s'interrogent sur le sens de l'écologie politique, l'un en le reliant à l'existence de l'anthropocène, le second en la définissant explicitement comme un « mouvement émergent » (Zin 2010, 41)<sup>3</sup>, à travers un questionnement sur les « contenus définitoires » de l'écologie politique c'est-à-dire sur son « corps de doctrine ». Pour l'auteur, cette notion peut se traduire dans l'action non pas en tant que « conversion morale », mais au titre de « projet politique », abordé comme une question de responsabilité, d'aspiration morale et de valeurs (bien qu'il ne soit pas clair, du point de vue de la philosophie pratique, si la notion de responsabilité appartient à la sphère de la politique plutôt qu'à celle de la morale ».

La conception de Zin partage des points communs avec la vision de Hans Jonas. L'un comme l'autre soulignent la dimension de l'engagement inhérente aux enjeux environnementaux, et cette responsabilité se traduit dans les deux cas, en posant des limites à nos capacités techniques de transformation du monde comme de nous-mêmes. Pourtant, si Hans Jonas formule cette responsabilité dans le cadre générale d'une alternative éthique ou de transformation morale, éloignée de l'engagement politique, c'est bien de cela qu'il s'agit chez Jean Zin, qui considère comme nécessaire la réalisation « d'une définition plus conceptuelle et critique de l'écologie politique comme nouveau stade cognitif ». Il décrit ce stade comme « celui de la postmodernité et de l'unification du monde dont nous sommes devenus responsables (jusqu'au climat de l'ère de l'anthropocène), avec toutes les implications pour la politique de la prise en compte des enjeux écologiques ».

### **2. D'Habermas à la Théorie critique, vers un espace public européen et oppositionnel ? La dimension écologique du mouvement populaire NoTAV.**

A partir de cette posture définissant l'écologie comme perspective tendant à l'engagement, cette seconde partie aborde la manière d'interroger cette notion dans ses manifestations sociales. Ici, la notion de politique sera

exposée à partir du mouvement social, non institutionnalisée et des grammaires de l'action légales et illégales qui le constitue, en ce qu'elles sont porteuses de sens pour les acteurs sociaux. Le mouvement NoTav ne se définit pas comme un mouvement écologiste ou environnemental, mais comme un mouvement populaire. Il ne figure pas à l'agenda politique du principal parti écologiste italien i verdi, mais alimente néanmoins une réflexion sur le politique et sur l'écologie en général, au niveau local comme au niveau national, et ce à partir d'un positionnement individuel et collectif qui peut être qualifié d'écologiste, à travers les trajectoires militantes, les modes de consommation des acteurs du mouvement, allant de la décroissance au boycott.

L'intérêt de ce mouvement réside justement dans la conjugaison entre les dimensions populaires mises en avant par les organisateurs, plaidant pour leur droit à la participation, et la mise en exergue d'éléments liés à la naturalité de la zone à défendre, mais également des populations vivant sur ce territoire. Certes, les arguments mis en avant pour justifier l'opposition sont en partie d'ordre esthétique, liés à la patrimonialisation d'un site naturelle d'exception, au cœur de la chaîne des Alpes. Mais c'est également sur un registre de santé publique que porte le débat, dans la mesure où les opposants considèrent que le chantier du tunnel tant que la présence de la ligne à moyenne vitesse portent préjudice au bien-être des travailleurs et des habitants. Au-delà de ces arguments, certains principes édictés par l'Union européenne sont remis en question, comme par exemple la libre circulation des marchandises, et le financement national d'une grande partie du projet. Ces thématiques font indirectement références à des modes de production, de diffusion, de transport et de consommation critiqués en raison même de leurs carences en termes de naturalité. Pourquoi, en effet, l'essentiel de la production sicilienne en fruits et légumes devrait être acheminée vers le nord de l'Europe ? En atteste les modes de consommation développés par les acteurs du mouvement, souvent liés à des circuits courts ou à des réseaux comme Slow Food ou no-global.

Après cette brève introduction visant à montrer que le mouvement NoTav est tant écologique que politique, il convient de préciser que, tout au long de son histoire, il a suscité de nombreuses controverses environnementales sur l'espace public. L'analyse de l'expression des mouvements sociaux à caractère écologique à travers la notion d'espace public n'est pas une nouveauté, notamment dans le cadre de la sociologie des problèmes publics. La question est ici de savoir quelle définition de l'espace public serait fertile pour traiter le phénomène du mouvement NoTav, dans le contexte d'un fort ancrage local et national d'une lutte dont les grammaires d'action et les mots d'ordre circulent néanmoins dans les pays européen, réalisant ainsi une « européanisation par le bas ».

a) La notion « d'espace public européen » chez Habermas

Dans une conférence en 2001, intitulée Pourquoi l'Europe a-t-elle besoin d'un cadre constitutionnel, Jürgen Habermas propose le projet d'un « espace public européen » comme condition même de la légitimation de l'Union européenne. Reprenant l'histoire des États-nations européens, il s'interroge : pourquoi la formation de ce type de solidarité civique entre personnes étrangères les unes aux autres serait-elle condamnée à s'arrêter précisément aux frontières des États-nations ? Et proclame la nécessité d'étendre ce

processus à l'ensemble du territoire de l'Union européenne. Cette option présuppose l'existence d'une « société civile européenne », dont l'identité reposerait sur des valeurs et sur une « culture politique » communes.

Cet espace public se présenterait comme une interpénétration entre « d'un côté, la délibération institutionnalisée et la prise de décision à l'intérieur des parlements, des Cours et des corps administratifs, et, de l'autre, le processus inclusif d'une communication de masse informelle. »

S'il est vrai que l'auteur ne conçoit pas cet espace public européen comme une simple extension des espaces publics nationaux, mais comme une réelle construction émanant du partage de valeurs et de savoirs communs, il n'en demeure pas point qu'il n'envisage pas sur cet espace l'expression d'une société « incivile ». Ce qu'il décrit comme « l'infrastructure communicationnelle d'un espace public démocratique » aurait pour fonction de « transformer les problèmes sociaux en thèmes de débat et de permettre aux citoyens de se référer au même moment à des thèmes identiques de même importance, en apportant des contributions ou simplement en adoptant une position affirmative ou négative par rapport à des nouvelles et des opinions. ». Or, ce mécanisme devant assurer la transformation de « problèmes sociaux » en « débats » est, bien des fois, inopérant et ne permet pas de rendre compte de la dimension conflictuelle de mouvements ne visant pas à la négociation.

Dans le cas du mouvement NoTav, il ne s'agit donc pas d'assurer le passage d'un problème social à un débat, mais d'observer la concurrence autour du sens que les différents types d'acteurs donnent aux termes relatifs au milieu et de la manière dont ils formulent les catégories écologiques, mais aussi sociales et économiques. Les bases du conflit ne portent donc pas sur une opposition homme/nature, souvent mise en avant par les sociologues eux-mêmes<sup>67</sup>, mais sur l'équivocité des sens des termes environnement, écologie, développement durable, protection de la nature, en fonction des catégories d'acteurs qui les mobilisent. Si la notion de développement durable fait déjà massivement figure d'impasse pour la plupart des acteurs sociaux (Flipo, 2007), il n'en demeure pas moins que c'est au nom de ce principe que le réseau transeuropéen de transports plaide pour la réalisation de cette ligne, s'opposant ainsi aux arguments de protection de l'environnement et de bien-être avancés par les participants au mouvement.

Faut-il pour autant renoncer à la notion d'espace public européen ? Ou, dans la continuité d'Oskar Negt, peut-on considérer cette notion dans la tension qu'elle suppose, entre espace public bourgeois et espace public oppositionnel ?

b) L'espace public oppositionnel, un espace d'expression de l'écologie politique ?

Rappelant le caractère commun de la notion d'espace public, Oskar Negt, ancien collaborateur de Jürgen Habermas dont la pensée s'inscrit pleinement dans la perspective intellectuelle de l'École de Francfort soulève d'une part la dimension prospective du « modèle d'espace public idéal », « lieu de délibération par excellence » de

<sup>67</sup>Plusieurs auteurs, à l'instar de Michelle Dobré, dans la préface du très récent Manuel de sociologie de l'environnement ou encore John Bellamy Foster en ce qui concerne le champ international de la sociologie, imputent à cette impasse le manque d'intérêt des sociologues pour les questions environnementales.

cette définition et d'autre part sa dimension bourgeoise : En fait, quand espace public il y a eu historiquement, les bourgeois l'ont utilisé pour régler leurs divergences, certains de leur problèmes et défendre leurs intérêts, en écartant ou en neutralisant des secteurs entiers de la société. Sous leur contrôle, l'espace public est « une synthèse sociale illusoire ». Ces groupes sociaux écartés de la délibération publique agissent et prennent la parole lors de révolutions et divers mouvements dans des lieux et des cadres tels que les clubs, les comités, les coordinations ou conseils qu'ils inventent et font vivre en dehors de l'espace public bourgeois qui a la prétention de représenter toute la société.»

Dans un article paru en 2009, L'expérience, le concept, l'imprévu : la sociologie de l'École de Francfort, Alexandre Neumann, traducteur d'Oskar Negt en langue française rappelle la définition d'espace public oppositionnel : « L'espace public d'Habermas rappelle le modèle kantien de la république des savants, dans un registre jamais démenti de la philosophie classique, alors que l'espace public oppositionnel fait appel aux groupes en action et aux acteurs qui jusqu'à nos jours s'affirment publiquement à travers les mouvements démocratiques ou révolutionnaires. » (Neuman, 2009 p.185). Pour lui, il est nécessaire de considérer l'usage que l'auteur fait de la notion de bourgeoisie. L'espace public oppositionnel, également désigné comme espace public prolétarien, ne serait pas animé par les seuls représentants du monde ouvrier. De la même façon, il ne s'agit pas de réduire « tous les acteurs des mouvements dans un grand tout indifférencié, les citoyens ou la société civile » (Neuman, 2007). Dans ce contexte, l'espace public oppositionnel pourrait s'apparenter à « l'espace des mouvements sociaux », notion développée par Lilian Mathieu.

Dans le contexte de la lutte NoTav, cette dimension prolétarienne de l'espace public oppositionnel pose un certain nombre de questions : dans la perspective d'une « concurrence » autour de la légitimité entre les luttes, peut-on réellement considérer que le mouvement populaire NoTav est l'émanation de la population la plus fragile de la Valle di Susa ? A l'échelle de la confrontation avec les autorités politiques locales, nationales et européennes, peut-on considérer les habitants de cette vallée comme des populations opprimées ? Dans une perspective écologiste, peut-on considérer que le rapport de force introduit par le développement durable et la crise environnementale, à la fois culpabilisante et facteur de risques et de craintes, introduit-il une nouvelle précarité, la précarité environnementale, qui loin de remplacer les autres, viendrait s'y ajouter ?

C'est davantage vers cette seconde hypothèse que tend notre proposition. Les développements d'Alexandre Neuman autour de la définition de l'espace public oppositionnel/ prolétarien de Negt, mettent en avant deux éléments en lien avec la dimension ontologique de l'environnement définie par Arturo Escobar, tant au niveau du sujet, comme expérience charnelle, qu'en termes de variable de la lutte.

C'est à partir de modifications des conditions du milieu – la construction d'un tunnel – telles qu'elles sont intégrées dans un contexte culturel – celui de la Valle ; et socioéconomique – bien commun, Etat mafia - que les militants construisent un espace public oppositionnel qui s'insère dans la vie politique de l'Etat à échelle nationale.

D'une manière générale, c'est l'argument du coût de ce projet, considéré comme « insoutenable », qui est présenté de manière prioritaire. Loin de représenter un élément purement économique, cette dimension est approfondie dans le discours du mouvement dans son lien intrinsèque au bien commun. Cet extrait tiré du site « NoTav » reprend les catégories du développement durable pour contrer la faisabilité du projet, en le mettant en relation avec les autres dimensions de l'Etat social : « Diciamo no al TAV perché sarebbe un'opera [...] dal costo insostenibile tutto a debito della spesa pubblica e proiettato sulle generazioni future erodendo ulteriormente risorse dedicabili a scuola, sanità, pensioni e stato sociale<sup>68</sup> »

Aborder les nouveaux mouvements sociaux à travers la notion d'espace permet de mettre en exergue non pas les classes sociales et les catégories liées à la ségrégation spatiale, mais bien davantage la multiplicité des identités des acteurs (Eisenstadt, 2000) et la transversalité des stratégies d'opportunité à travers les interactions et les confrontations. Ainsi, au-delà d'un simple conflit d'acteurs opposant schématiquement aux pouvoirs publics les acteurs locaux que l'on imagine volontiers désarmés et partisans d'une protection de leur patrimoine local, fidèlement au principe de l'effet Nimby, le cas du mouvement NoTAV rompt avec les catégories traditionnelles à travers la transversalité des sujets en fonction des différents moments de la mobilisation et des espaces de lutte. Cette remarque permet en premier lieu de rompre avec l'illusion d'un mouvement local, confiné au territoire rural de la vallée et partisan protectionniste d'un patrimoine naturel que l'on voudrait protéger. L'histoire du mouvement est celle d'une expansion territoriale, à travers une cartographie militante de plus en plus complexe et interpénétrée. S'il est vrai que l'essentiel des mobilisations se déroule dans les villages et les villes situés aux alentours des sites de construction, dans la région du Piémont, il n'en demeure pas moins que l'on milite tout autant pour cette cause dans les centres sociaux autogérés de Milan ou de Turin. Le quotidien national *Il fatto quotidiano* constitue d'ailleurs un espace médiatique visant à produire et à faire circuler l'information de premier ordre. De la même façon, les forums sociaux internationaux, comme le récent forum de Tunis en avril 2013 ou les événements marqués à gauche ou altermondialistes, tels que la Fête de l'Humanité qui s'est tenue en septembre 2012 au Bourget, apparaissent également comme autant de lieux de diffusion de l'information sur les événements en cours dans la vallée de Susa, mais sont aussi des espaces de rencontre et d'interaction autour d'une cause commune, porteuse d'autres définitions de la nature, de l'environnement, de la crise et d'un modèle de société contestataire et alternatif.

Or, le cas du mouvement NoTAV permet de donner de la consistance au cadre général des conflits d'acteurs à travers la superposition des échelles territoriales, au sein d'un espace public oppositionnel européen. Le rôle joué par certains maires des communes attenantes au projet depuis le début de la mobilisation est, à ce titre, particulièrement illustratif. Alors que les négociations menées en amont et impliquant les élus avait été majoritairement favorables à la réalisation de la ligne Lyon-Turin, plusieurs représentants

<sup>68</sup>« Nous disons non au TAV parce que ce serait une œuvre [...] au coût insoutenable, au détriment des dépenses publiques et des générations futures, en portant atteinte à des ressources qui pourraient être dédiées à l'école, à la santé publique, aux retraites et à l'Etat social »

politiques sont passés progressivement du côté du non, notamment suite à la modification du projet en 2003, allant jusqu'à se positionner comme leaders du mouvement. Cette posture d'interface entre le pouvoir local et la population, entre les cadres communaux, nationaux et supra-nationaux auxquels les maires sont confrontés, met en lumière le caractère pluriel des identités des sujets impliqués, ainsi que la transversalité de leur passage d'un espace de consensus à un espace de lutte, d'un cadre à l'autre.

### **Conclusion**

Revisiter la sociologie critique de Negt à la lumière de l'écologie politique permet d'observer la manière dont les catégories du politique sont reformulées par les acteurs engagés dans des luttes sociales porteuses d'une dimension écologiste. Cette perspective ne doit pas pour autant masquer les limites de ce modèle, qui permet difficilement d'envisager les conflits inhérents à cet espace public oppositionnel, et ce à plus forte raison dans le contexte sociohistorique du Piémont marqué par la continuité des luttes ouvrières. Dans ce contexte, l'engagement écologiste individuel et collectif ont un rôle, pas seulement comme prétexte pour l'action sociale, mais dans la continuité avec les autres éléments de la représentation de soi en tant que groupe et en tant que sujet.